

Illzach, le 28 mai 2018

Le Maire de la Ville d'Illzach

à

Monsieur Gérard COLLOMB
Ministre de l'Intérieur

Place Beauvau

75800 PARIS CEDEX 08

Aux bons soins de
Monsieur le Préfet du Haut-Rhin
Par courriel

N/réf : SM/PW - N° 183/2018

N° 639/2018

Service Police Municipale

Dossier suivi par : Stéphane MARIE

Tél. 03 89 62 53 38 / smarie@mairie-illzach.fr

Objet : Rapport sur l'emploi des caméras individuelles par les agents de police municipale

Réf. : Décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016

Monsieur le Ministre,

Le décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016, a autorisé les agents de police municipale, dans le cadre de leurs interventions, et à titre expérimental jusqu'au 3 juin 2018, à porter des caméras mobiles, couramment appelées « caméras-piétons », sur la voie publique.

Au mois de septembre 2017, j'ai décidé d'équiper mon service de police municipale, composé de 6 agents de police, de 2 caméras mobiles.

À ce titre, le 25 septembre 2017, un arrêté préfectoral (n° 2017268-0001 CAB SSI) a autorisé l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune d'ILLZACH.

Parallèlement, une déclaration simplifiée d'engagement de conformité a été adressée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (C.N.I.L.) qui nous a retourné un récépissé de déclaration portant le numéro « 2102762 v 0 » en date du 26 septembre 2017.

Aussi, conformément à l'article 10 du décret précité, je vous informe que l'expérimentation de l'emploi de ce dispositif s'avère particulièrement positif et ce à plusieurs titres :

1. **Sur le comportement des usagers** : ces derniers étant systématiquement informés qu'ils font l'objet d'un enregistrement audiovisuel, les comportements agressifs et outrageants envers les policiers deviennent exception (aucune procédure d'outrage n'a été relevée depuis le début de l'expérimentation).

2. Sur le comportement des agents de police : les règles déontologiques se doivent d'être respectées.

De même, depuis la mise en place du système, aucune procédure judiciaire n'a nécessité la consultation ou l'extraction de données provenant des caméras individuelles.

Dans l'espoir que cette expérimentation devienne pérenne, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le Maire,



Jean-Luc SCHILDKNECHT